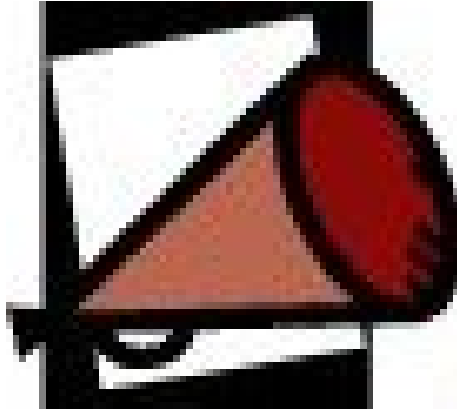


<https://www.pressegauche.org/Un-pas-en-avant-au-Chili>



Un pas en avant au Chili

- International - Amérique centrale et du sud -



Date de mise en ligne : mardi 25 mai 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Bruno Magalhães est dirigeant de l'Observatoire International du PSOL. Il a participé des commissions qui ont accompagné, sur place, les manifestations de 2019 au Chili et suivi les élections de 2020 en Bolivie. Bruno est militant du réseau Emancipa d'éducation populaire et du MES (Mouvement de la Gauche Socialiste), une tendance du PSOL.

Bruno Magalhaes analyse les résultats de la récente élection au Chili

Le résultat impressionnant de la récente "méga-élection" chilienne ouvre une nouvelle étape du processus entamé avec l'estallido (explosion) social de 2019, le soulèvement historique qui a occupé les places du pays, initié la formation de populaires, imposé une nouvelle constitution et presque renversé le président de droite Sebastián Piñera. Les résultats positifs des partis de gauche et des candidatures indépendantes aux élections locales et constituantes ont prouvé le désir de changement profond de la grande majorité du peuple chilien.

Avec l'annonce des résultats, la Bourse de Santiago a subi sa plus forte baisse depuis mars de l'année dernière, ce qui démontre le mécontentement du marché financier. Piñera, le grand perdant, a déclaré qu'"il n'est pas en phase avec les demandes et les besoins des citoyens". Evelyn Matthei, bien que réélue maire de la municipalité de Providencia, s'est retirée de l'éventuelle candidature présidentielle de l'UDI (Union démocratique indépendante) car "elle n'est pas aveugle". Au sein de la Démocratie chrétienne (DC), la sénatrice Ximena Rincón a déclaré le résultat "désastreux" tandis que Pamela Giles, en tête de certains sondages pour les élections présidentielles de novembre prochain, a déclaré que sa candidature "n'existe pas" après les mauvais résultats de son Parti humaniste (PH).

D'autre part, les candidatures indépendantes comptent plus de 30 % des élus et représentent la force la plus importante du processus, tout comme les plus de 10 % d'autochtones élus. La liste Aprovecho Dignidad (Pour la dignité), composée de secteurs de gauche tels que le Parti communiste, le Front large et le Parti de l'égalité, a atteint près de 20% des sièges constitutifs, complétant ainsi le scénario d'une majorité de gauche au sein de la convention qui rédigera la prochaine constitution chilienne.

Au niveau municipal, la gauche a aussi obtenu des victoires importantes, comme la réélection du maire de Valparaíso Jorge Sharp (ex-Convergence sociale) et les victoires du Parti communiste (PC) à Santiago avec Irací Hassler et à Recoleta avec Daniel Jadue, une autre figure bien placée dans les sondages présidentiels. Bien que les municipalités chiliennes aient relativement peu d'autonomie administrative, ces victoires n'en restent pas moins politiquement significatives.

L'estallido de 2019 s'exprime dans les urnes

Il est impossible de comprendre les résultats de ces élections sans revenir au soulèvement d'octobre 2019. À ce moment-là, et dans les mois qui ont suivi jusqu'à la pandémie, s'est profondément accrue l'indignation du peuple chilien et la remise en cause des bases néolibérales établies par la dictature de Pinochet à partir des années 1970. La violente répression qui a suivi le coup d'État de 1973 contre Salvador Allende a ouvert la voie à une profonde transformation sociale et a muselé toute opposition politique et soumis au marché tous les aspects de la vie chilienne.

La privatisation des ressources naturelles de base, la conception du rôle de l'état comme secondaire, l'état gendarme et la marchandisation généralisée se sont combinées à des décennies de violence politique pour créer un profond traumatisme social qui a culminé avec le soulèvement de 2019. Parmi les cibles privilégiées de la révolte populaire figuraient les sociétés privées qui administrent les fonds de pension (AFP), qui contrôlent le système de retraite du pays (à l'exception des forces armées et de la police) et dont les politiques sont responsables de

l'appauvrissement généralisé des chiliens qui ne reçoivent à leur retraite qu'une fraction de leur salaire.

Une autre cible de l'indignation était les carabineros (carabiniers) du Chili, une force de police nationale qui a servi de bras répressif à la dictature de Pinochet et qui vit pratiquement dans un État parallèle, avec des salaires plus élevés que le travailleur moyen, un système de retraite différencié et son propre réseau de services publics. Les pacos (flics), comme on appelle les carabiniers, ont réagi violemment dès le début de l'estallido et en ont été l'une de ses premières cibles, et ont vu leurs véhicules caillassés et leur abris incendiés dans tout le pays.

Le soulèvement de 2019 était aussi une insurrection anti-patriarcale portée par le puissant mouvement féministe chilien. Les femmes ont été en première ligne dès le début, dans la confrontation contre la répression et dans la mobilisation des territoires, imprimant un caractère féministe au large mouvement populaire. La performance "Un violador en tu camino" (Un violeur sur ton chemin), réalisée par le collectif Lastesis, est devenue un symbole contre la violence machiste dans un pays où le harcèlement et le viol ont été et continuent d'être utilisés systématiquement comme une forme de répression politique. La Coordination Féministe 8 de Março a été l'une des organisations centrales tout au long du processus et cinq de ces figures de proue ont été élues à la prochaine constituante.

Le symbole de la lutte était le Wenufoye, le drapeau créé par le Conseil de Toutes les Terres, devenu le symbole de la résistance des Mapuches dans le sud du pays. Comme le renversement systématique des statues des colonisateurs espagnols, l'adoption du drapeau par l'ensemble des manifestants est un autre signe concret que ce mouvement populaire a des revendications beaucoup plus profondes. Le visage du jeune Mapuche Camilo Catrillanca, assassiné par la police en 2018, était un autre symbole de la lutte commune de ce pays andin où la population d'origine indigène est beaucoup plus faible que celle de ses voisins du nord en raison du génocide colonial.

Le soulèvement de 2019 a conduit à la formation des cabildos, des conseils de quartier qui ont cherché à organiser le processus de lutte dans chaque ville. Les nombreuses difficultés dans la construction des cabildos reflétaient les difficultés du processus même d'organisation territoriale, large et diversifié, et ils n'ont pas réussi à établir une organisation nationale. Mais le sens de ce processus est resté dans la conscience populaire, de même que la méfiance à l'égard des partis de l'ordre, surtout après la signature du fameux "Pacte social" qui visait à mettre fin au soulèvement.

Le pacte dans la cuisine

L'"Accord pour la Paix Sociale et la Nouvelle Constitution" a été populairement appelé le "Pacte de la cuisine" pour sa nature collusive, signé par les principaux partis aux premières heures du 15 novembre 2019 sans aucune sorte de consultation publique. Ce pacte était une tentative du président Piñera de dégonfler l'estallido en promettant une nouvelle constitution pour remplacer la législation en vigueur depuis Pinochet. La nouvelle constitution était l'une des principales revendications de la gauche et des organisations populaires depuis des décennies, et pratiquement impossible avant 2019.

Mais en quelques semaines d'insurrection, la nouvelle constitution est devenue non seulement possible mais même une échappatoire pour la droite. L'appel à un nouveau processus constituant était le moyen que le président a trouvé pour rester au pouvoir, puisqu'à ce moment-là, "Dehors Piñera" était le principal cri des manifestants. Contrairement au Brésil, le Chili n'a jamais eu de président renversé par destitution, mais la pression sociale pour la démission était énorme et, en proposant le Pacte, Piñera a atteint son objectif de rester au pouvoir.

Le grand détail est que ce ne sont pas seulement les partis de droite ou l'ancienne Concertación (Concertation des Partis pour la Démocratie) qui ont répondu à l'appel de Piñera. Le Frente Amplio (front Large), un front électoral

composé de partis de gauche progressistes et radicaux, a soutenu le Pacte à la majorité, générant indignation et ruptures parmi les organisations et les militants. Alors que des partis comme Révolution démocratique (RD) et Comunes ont soutenu la proposition de Piñera avec invoquant une grande victoire politique et un risque de coup d'État militaire, d'autres comme Égalité, le Mouvement Démocratique Populaire et la Gauche libertaire (EL) se sont retirés du Front.

La Convergence sociale (CS) s'est divisée lorsque le député et désormais candidat à la présidence Gabriel Boric a signé le Pacte sans consultation du parti - ce qui ne lui a valu qu'une légère sanction -, et a entraîné le départ de Cristian Cuevas, vice-président de la CS, d'une partie de l'EL et d'autres militants. Le PC a refusé de signer le Pacte et se rachète en quelque sorte des années de composition avec le gouvernement de la Concertación devant une partie importante de la population radicalisée.

La proposition de nouvelle Constitution était générique et était loin de répondre aux demandes populaires. Tout d'abord parce qu'il a appelé à un plébiscite plutôt que d'initier un véritable processus constituant, ouvrant la possibilité d'une convention mixte composée de la moitié de l'ancien parlement qui n'aurait pas le caractère de pouvoir originel de la nouvelle constituante. Ensuite, parce qu'elle ne garantissait ni la parité hommes-femmes, ni l'espace des peuples d'origine, ni la possibilité de candidatures indépendantes. Ces distorsions de la volonté populaire créées par le Pacte ont été défaits une à une, notamment lors du référendum de 2020 où 80% de la population a voté pour une constituante souveraine, rendant la situation bien meilleure pour la gauche que ce que le régime politique avait prévu.

En outre, le Pacte stipulait que la future constituante ne pourrait pas modifier ses propres quorums décisionnels, ce qui consolidait le droit de veto d'un tiers des participants en cas de changements constitutionnels profonds, tels que des modifications du système des APF ou de la structure des forces de police. Cette manœuvre permettrait de s'assurer que la droite maintiendrait son veto sur les principaux changements souhaités par le peuple dans la rue, rendant presque impossible la nationalisation des fonds de pension et le retour arrière sur d'autres privatisations, ainsi que la démilitarisation de la police et d'autres demandes de la rue. À ce moment-là, Piñera pensait sûrement que sa liste Vamos por Chile (union de la droite) obtiendrait plus de voix que les 25 % des dernières élections.

Le Pacte de la Cuisine a également contribué directement au refroidissement de la mobilisation car il a éloigné de l'horizon la possibilité de renverser Piñera. Les manifestations restent gigantesques dans les principales villes, mais elles perdent l'élan initial des cabildos en raison de l'orientation exclusivement institutionnelle d'une partie des partis de gauche. Quelques mois plus tard, le gouvernement a adopté la loi anti-barricades, qui a rendu plus sévères les sanctions à l'encontre des manifestants. Ce n'est pas un hasard si les bannières des partisans du Pacte sont de moins en moins visibles dans les manifestations et si une vague en faveur des candidatures indépendantes se développe.

Comprendre les motivations et les conséquences du Pacte est essentiel pour comprendre le mouvement historique de l'estallido, qui même s'il a été trahi a maintenu un énorme impact social qui s'est matérialisé dans les résultats électoraux. La tactique consistant à "donner les bagues pour ne pas perdre les doigts" utilisée par Piñera avec le Pacte a momentanément atteint son but et démasqué plusieurs partis de gauche, mais elle n'a pas pu effacer le profond désir de changement qui s'exprimera dans la future Convention constitutionnelle.

Une nouvelle Constitution

L'élément le plus important de la défaite de la droite lors des dernières élections est le fait qu'elle n'a pas atteint le tiers des sièges nécessaires pour un veto constitutionnel. Cette barrière serait le dernier frein à de profonds changements constitutionnels et a été brisée principalement grâce aux candidatures indépendantes dont le succès n'est finalement pas si surprenant si l'on observe l'ensemble du processus depuis 2019. Le rejet du néolibéralisme et

la démoralisation des alternatives politiques progressistes après le Pacte ont poussé une grande partie des Chiliens à voter pour des projets indépendants de rupture représentés par des listes indépendantes comme la Liste du peuple.

La liste de gauche Aprovecho Dignidad, qui rassemblait à la fois le Frente Amplio et le PC et d'autres secteurs ayant rejeté le Pacte, a obtenu un bon résultat avec près de 20 % des électeurs. Si l'on ajoute les listes de centre-gauche, les électeurs élus par les peuples autochtones et la forte proportion d'indépendants progressistes, il existe une majorité en faveur d'une nouvelle constitution très différente de l'actuelle.

Les questions qui se posent à la majorité de la future Convention constitutionnelle ne sont pas simples. Comment démanteler le modèle de l'état gendarme ? Comment reconstruire la sécurité sociale et les services publics ? Et comment le faire dans une économie presque exclusivement aux mains du secteur privé ? Dans les prochains mois, le Chili vivra une expérience sociale sans précédent dans la tentative de "démantèlement" des mécanismes néolibéraux mis en place il y a plusieurs décennies.

Ce chemin ne sera pas facile, et il sera impossible sans une grande mobilisation populaire. La droite chilienne a encore ses armes, et n'hésitera pas à les utiliser si une véritable défaite est imminente avec le changement de la Constitution. La première d'entre elles est la tentative de déstabilisation par le biais de menaces d'effondrement économique et même d'actions réelles comme les lock-out et autres types de sabotage. Les AFP ont un impact sur l'économie chilienne bien plus large que le secteur des retraites, puisqu'elles ont étendu leurs activités à d'autres branches de l'économie qui seraient "menacées" par la fin du système de retraite actuel.

En outre, l'armée et les carabiniers représentent la dernière ligne de défense de l'état conçu par Pinochet, et des actions violentes ne sont pas à exclure si les intérêts de ce groupe privilégié sont affectés. Le souvenir de l'attaque du Palais de la Moneda et de l'assassinat du président Allende en 1973 est toujours présent, tout comme le massacre du stade national et tant d'autres épisodes de violence perpétrés par les mêmes groupes politiques qui sont aujourd'hui encore au pouvoir, et il n'est pas improbable que ces secteurs tentent tout pour maintenir leurs privilèges.

Un autre défi viendra de ceux qui défendent théoriquement les changements structurels, mais n'ont pas donné de preuves concrètes de leur volonté de les réaliser. Les partis de l'ancienne Concertación, tels que les socialistes, les radicaux et les chrétiens-démocrates, étaient autrefois au gouvernement et ont des opinions beaucoup plus modérées sur la nécessité de modifier le système de subventions. Ils représentent près de 15% des sièges, et une partie peut représenter le frein dont la droite a besoin pour exercer son veto sur les propositions qui changent réellement l'état des choses dans le pays.

La gauche, en particulier celle autour de l'actuel Frente Amplio, doit également faire ses preuves face aux pressions institutionnelles, ce qu'elle n'a pas fait en 2019. Le Pacte de la cuisine n'a pas eu les conséquences souhaitées pour la droite car le sens de la mobilisation est très profond pour le peuple chilien, et de nouvelles capitulations de cette nature coûteront cher à ceux qui les commettraient, notamment sur les questions clés des AFP et des nouveaux droits sociaux que les Chiliens souhaitent.

Un processus constitutif est ouvert au Chili qui pourrait être beaucoup plus large que son simple visage institutionnel. La nouvelle Constitution doit être débattue à la base, dans les cabildos, dans les syndicats et dans les territoires, dans le cadre d'un large processus de consultation démocratique qui utilise le processus législatif comme un outil pour renforcer l'organisation populaire. La mobilisation et l'organisation populaire seront essentielles pour garantir que la Convention constitutionnelle remplisse ses objectifs et mette la classe ouvrière chilienne dans de meilleures conditions de lutte, non seulement dans l'aspect institutionnel, mais surtout dans une corrélation sociale des forces qui permette des victoires concrètes contre la bourgeoisie.

Un pas en avant au Chili

Les futurs congressistes constituants ont été élus dans des conditions particulières et ils doivent ressentir une pression populaire pour affronter l'énorme pression parlementaire et institutionnelle qui réprime le stallido depuis ses débuts. Les prochaines élections présidentielles à la fin de l'année seront un autre moment important, y compris parce qu'il y a des chances d'élire un gouvernement de gauche, mais toutes les tactiques au Chili doivent être organisées autour de la stratégie de construction du pouvoir populaire, du renforcement des cabildos et des organisations populaires. Il n'y a pas d'autre moyen de vaincre définitivement la bourgeoisie pinochetiste dans le pays.